

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE
QUATRE HEURES

	Bourse	Baisse
3 0/0	81 95	» 20 » »
3 0/0 amortiss.	83 50	» 25 » »
4 1/2 0/0 1883	109 70	» 15 » »
Cons. anglais	» 90 » »	» 15 » »
Italie	95 90	» 15 » »
Flor. autric. (or)	90 1/2	» 15 » »
Esp. Extér. nouv.	56 13/16	1/16
Egyptien 6 0/0	335	» 15 » »
Ch. Égyptiens	453 75	» 1 25
Turc 4 0/0 (nouv.)	17 15	» 05 » »
Banque ottomane	545	» 05 » »

DERNIER AVIS

Nous remercions Messieurs les sénateurs, Messieurs les députés, et les lecteurs de la Patrie qui nous ont envoyé aussitôt des demandes et des listes d'abonnements d'élections.

Tous ces abonnements sont exactement servis, et nous ne doutons pas de leur favorable influence sur le résultat que nous attendons prochainement.

Cependant, pour assurer davantage ce succès, nous prions de nouveau ceux de nos amis politiques qui ne l'auraient pas encore fait de nous envoyer sans retard les listes des personnes auxquelles ils désiraient faire servir LA PATRIE, au prix de propagande de

CINQ FRANCS

seulement par abonnement jusqu'à la fin de la période électorale.

C'est un dernier appel que nous adressons aussi à tous les conservateurs soucieux de faire une propagande utile, patriotique, et qui a surtout pour but de défendre les intérêts de notre cher pays si criminellement sacrifiés.

PARIS, 12 SEPTEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

L'INCIDENT DES ILES CAROLINES

Madrid, 11 septembre, 7 h. 10 soir.
Les journaux monarchistes disent que la dignité de l'Espagne oblige le gouvernement à accorder à l'Allemagne une réparation pour l'outrage fait à son drapeau : ils engagent les Espagnols à être comme leurs aïeux, de parfaits gentilshommes, afin de ne pas perdre le respect des autres nations. Les journaux ministériels expriment le désir que le public suspende son jugement, jusqu'après l'enquête ouverte sur la conduite des marins des trois vaisseaux espagnols à Yap vis-à-vis du vaisseau allemand.

Londres, 12 septembre.
On mande de Madrid au Morning Post, le 11 :
« Le Casino de la Havane a télégraphié au gouvernement, lui offrant des hommes et de l'argent pour combattre les Allemands. » Dans les provinces les démonstrations continuent.

Berlin, 11 septembre.
La Gazette Nationale conclut du fait que le « Reich » du gouvernement allemand du 31 août, relatif à la question des Carolines, est signé par le prince de Bismarck lui-même, que, malgré toutes les intentions conciliantes du go., le gouvernement allemand ne désire que le public suspende son jugement, jusqu'après l'enquête ouverte sur la conduite des marins des trois vaisseaux espagnols à Yap vis-à-vis du vaisseau allemand.

Si le gouvernement espagnol, ajoute le journal berlinois, refusait l'arbitrage d'une puissance amie, il s'exposerait à ce qu'on lui objectât qu'il doute lui-même de la valeur de ses prétentions. En outre, le cabinet Canovas ferait bien de trouver le plus tôt possible la forme de la satisfaction à donner pour l'insulte faite au pavillon allemand, parce que, autrement, le règlement de la question des Carolines se compliquerait nécessairement davantage.

Quelques journaux du matin disent que le baron des Michels, notre ambassadeur en Espagne, ne considère pas comme terminée le conflit avec l'Allemagne, et qu'il exprime dans ses dépêches la crainte qu'un mouvement populaire ne se produise dans la péninsule.

A ce sujet, l'agence Havas nous communique la note suivante :

« Les informations données par divers journaux sur le sens des dernières dépêches de l'ambassadeur de France à Madrid sont purement fantaisistes. »

Cette note « mane sans doute de M. de Freycinet, encore » présent au quai d'Orsay ce matin ; ce n'est, en effet, que dans la journée d'aujourd'hui, que le ministre des affaires étrangères doit partir pour Mont-Sous-Vaudrey.

Madrid, 12 septembre, 11 h. 15, matin.
Le ministre des affaires étrangères a communiqué à M. de Solms la note diplomatique envoyée le 10 septembre à Berlin, et l'ambassadeur d'Allemagne a télégraphié aussitôt à Berlin.

Ces sont unanimes à demander que le go. allemand espagnol soutienne énergiquement le droit de l'Espagne sur les Carolines.

LA PATRIE

INTÉRIEUR

Montpellier, 12 septembre.

Le choléra se propage dans la région. On a constaté à Limoux, dans l'Aude, 2 décès cholériques. A Lunel, dans l'Hérault, il y a eu cinq décès le 8 septembre, quatre le 9, et sept le 10. En réalité, le choléra existe à Lunel depuis le 14 août, et, depuis cette époque jusqu'à hier, l'épidémie a fait, dans cette localité, 32 victimes.

A Pignou (Hérault), il y a eu, dans les dernières vingt-quatre heures, 5 décès dont 3 cas foudroyants. Dans le Gard, on a relevé un décès à Courbessac, deux à Aubais, un à Saint-Gilles et un à Alais.

Marseille, 12 septembre.

L'état civil a enregistré hier 35 décès, dont 10 cholériques. Il y a eu au Paro 4 entrées, 4 guérisons, 2 décès ; il reste 36 malades en traitement.

EXTÉRIEUR

Londres, 12 septembre.

La santé de M. Gladstone s'est améliorée. Il souffrait cependant d'un lumbago qui lui rend la marche difficile. Il est sorti hier en voiture avec Mme Gladstone. Son départ pour Midlothian n'est pas encore fixé. Il aura lieu probablement dans la première quinzaine d'octobre.

Un télégramme de Madrid parle d'une explosion qui aurait eu lieu à Cadix, à bord du vaisseau Castilla, un des plus grands de la marine espagnole.

Cette nouvelle n'est pas encore confirmée.

Simla, 12 septembre.

La frontière indo-afghane est très agitée par suite de dissidences entre les tribus de cette région. Il y a eu récemment de fréquents combats entre ces tribus.

On télégraphie de Calcutta :
Les inondations ont détruit une partie de la ligne du chemin de fer Bengal-Oriental à Ranaghat.

Une souscription est ouverte pour secourir les victimes de l'inondation au Bengale.

Les récoltes autour de Calcutta sont complètement détruites et une grande partie du pays est submergée.

Une partie du chemin de fer a été emportée par les eaux à Ducker-Serai, et la ligne de Larjeeling est fortement endommagée par les éboulements.

INFORMATIONS

A la rentrée des vacances, M. Songeon, élu sénateur de la Seine, donnera sa démission de membre du conseil municipal de Paris pour le quartier Clignancourt (dix-huitième arrondissement).

Cette démission portera à deux le nombre des sièges sans titulaire à l'Hôtel de Ville. L'autre vacance est celle de M. de Bouteiller, représentant le quartier des Bassins (seizième arrondissement).

Nous croyons savoir que les électeurs de ces deux quartiers ne seront convoqués qu'au mois de novembre pour choisir leurs nouveaux conseillers.

L'administration compte faire procéder en bloc à toutes les élections municipales qui seront nécessitées par suite de l'entrée au Palais-Bourbon d'un certain nombre de nos édiles candidats à la députation.

M. Camille Barrère, ministre plénipotentiaire chargé de diriger le consulat général de France au Caire, n'est point encore à la veille de regagner son poste.

Ce diplomate qui, en fait, se trouve en congé depuis plus de trois mois, attend à Paris la nouvelle réunion de la conférence internationale, chargée d'élaborer le règlement relatif à la neutralité du Canal de Suez.

Nota : Cette réunion ne doit avoir lieu que vers le milieu du mois d'octobre.

Le joli métier que celui de diplomate français !

Décidément, nous ne comprenons plus rien aux affaires de l'Annam.

Il y a quatre mois à peine, M. Lemaire, notre ministre résident à Hné, était rappelé parce que son attitude ne convenait pas au Gouvernement.

Etant données les circonstances dans lesquelles l'incident se produisit, on pouvait croire que M. Lemaire ne retournerait plus à Hné.

C'est là une erreur : ce diplomate, qui est seulement en congé, reste titulaire de ce poste, et ceux qui suivent de près les affaires de l'Annam affirment qu'il y retournera avant six mois.

Quand d'elles et venues inutiles, que d'hésitations et de tâtonnements !

Mesures incomplètes :
Dans leur empressement à donner satisfaction aux révolutionnaires, les républicains des pensions accordées aux victimes du coup d'Etat, la plupart convaincus de pillage et d'assassinats, ont donné à tort et à travers, sans les recommandations de celui-ci ou de celui-là, afin de collecter des électeurs ; de là des erreurs, des doubles emplois.

On s'est aperçu, un peu tard, il est vrai, que plusieurs de ces victimes étaient de fausses victimes, que d'autres recevaient deux ou trois pensions, et qu'une troisième catégorie n'avait été victime, ce jour-là, que d'accidents de voiture.

Donc, par décrets, sont annulées 75 pensions, annulées décomposées : 48 pour doubles emplois ; 11 à des étrangers ; 21 à des étrangers ou à des « pseudo-veuves » ; 1 délégué.

« concession erronée » : 1 pour décès avant la promulgation de la loi ; 1 à une veuve de fils de victime.

Mesures incomplètes que celles-là !

AVIS AUX ÉLECTEURS

L'impôt foncier sous la République

Les agriculteurs, écrasés par une crise sans exemple encore dans notre pays, se plaignent ardemment, et demandent qu'on réduise au moins quelque peu l'impôt foncier.

Il faut observer que, dans la moitié de la France, cet impôt représente 6, 7, et même 8 pour 100 du revenu de la terre, et qu'il est doublé en outre par les centimes additionnels.

A cela, que répondent les républicains ?

Les républicains se moquent des agriculteurs, et déclarent que jamais la terre n'a été aussi libre, ni aussi légèrement taxée.

A la fin du siècle dernier, prétendent-ils, la contribution foncière était de 240 millions. Aujourd'hui, elle ne serait plus, d'après eux, que de 180 millions.

Fort bien ! Mais ce que les républicains omettent de dire, c'est que les 240 millions de la fin du dernier siècle remplaçaient tous les impôts et toutes les taxes de l'ancien régime. Or, sous un nom ou sous un autre, la République de 1871 a rétabli peu à peu ces taxes différentes, elle les a même rendues infiniment plus lourdes.

Ce que les républicains dissimulent également avec soin, ce sont les centaines de millions de centimes additionnels que les agriculteurs et les cultivateurs paient chaque année de tous les côtés. Si bien que la terre, pour l'impôt foncier seulement, en arrive à supporter une charge de 350 à 400 millions de francs par an.

Principal de l'impôt et centimes additionnels compris, cela fait au moins 15 pour cent du revenu.

UN MANIFESTE DE SALONS

Le manifeste acclamé dans les salons de M. Lambert-Sainte-Croix dit, fort élégamment, des choses très honnêtes. Mais nous serions étonnés qu'il fit grande impression sur les masses électorales : c'est un manifeste de salons.

Après l'élection du 10 décembre qui l'avait beaucoup frappé, M. Guizot écrivait : « Il y a deux Frances : celle des classes politiques et celle des masses populaires. Elles ne se connaissent pas du tout et agissent chacune pour son compte, sans se soucier l'une de l'autre. » Il en est toujours à peu près de même. Le parti de M. Lambert-Sainte-Croix dirige en ce moment les intérêts ne comprend pas beaucoup mieux qu'à cette époque l'esprit, le tempérament des masses. Il connaît peut-être le secret du roi ; il ne connaît pas le secret du peuple. Il n'aura jamais le sens du suffrage universel : il ne sait pas lui parler. Il excelle dans l'art des demi-teintes, des nuances délicates, des allusions et des périphrases. Il veut être compris à demi-mot par des esprits cultivés.

M. le marquis de Chennevière, ayant l'horreur des qui et des que, voulant montrer qu'on pourrait à la rigueur s'en passer, paria d'écrire sans un seul qui, sans un seul que, un long article et gagna son pari. Le rédacteur du Manifeste a accompli un tour de force aussi remarquable, en faisant un long programme monarchique sans parler de monarchie.

Le peuple n'entend rien à ces finesses, « on veut être compris de lui, il faut parler plus franchement. »

Mais tenait-on à ce qu'il comprit bien ? En lui disant avec plus de franchise ce qu'on s'est contenté d'indiquer vaguement, à l'usage des malins, n'aurait-on pas craint de le blesser ?

La doctrine que le Manifeste insinue discrètement, sans y insister plus qu'il ne convient, n'est pas faite en effet pour lui plaire.

Elle ne reconnaît pas au pays le droit de disposer de lui-même, mais seulement le droit d'être des députés qui en disposeront « librement », c'est-à-dire à leur gré. Or, le peuple paraît peu disposé à entendre de cette oreille. Il ne se résignerait pas aussi facilement qu'on le croit à sacrifier son droit constituant ou à l'exercer par procuration, sans garanties sérieuses. S'il ne comprend pas le passage où ce point est traité, il demandera des explications : pourra-t-on lui en donner de satisfaisantes ?

Pourquoi se placer volontairement sur un aussi mauvais terrain ? Pourquoi aborder le suffrage universel avec cette déclaration de défiance à son égard ? Quel avantage y peut-on trouver ?

Que les légitimistes, les royalistes pour qui le dogme monarchique est sacré, qui considèrent le principe de la souveraineté nationale comme une hérésie, refusent d'en subir directement ou indirectement la loi, on le comprend : ils sont logiques.

Mais les royalistes dont le Manifeste formule le programme n'ont pas de ces scrupules intransigeants. Ils veulent bien d'un vote pour fonder la monarchie nouvelle, mais seulement d'un vote à deux degrés. Ils trouvent tout naturel que le

souverain reçoive la couronne des mains du Parlement, non qu'il la reçoive des mains du pays.

« Mais, disent les défenseurs de ce système, cela aboutirait au même résultat. Que le pays parle lui-même ou par la bouche de ses mandataires, c'est toujours sa volonté qui prévaut. »

Vraiment !

Est-ce que, par hasard, l'Assemblée nationale élue en 1871 avait reçu le mandat de fonder la République ?

Est-ce qu'elle la proclama comme le gouvernement légal, pour céder au vœu du pays, et non pour l'éluider, voyant que le pays retournait à l'Empire ?

Si cela revient au même, d'ailleurs, si l'on a, comme nous voulons le croire, l'intention de traduire fidèlement, et non l'intention d'interpréter arbitrairement la volonté du pays par l'organe de ses mandataires, pourquoi ne pas provoquer l'expression claire et formelle de cette volonté ?

Résolu à s'incliner devant la nation souveraine, à ne pas la tromper, pourquoi risquerait-on de se l'aliéner, d'exciter sa défiance en lui laissant craindre le contraire ? Quel profit espère-t-on donc tirer de cette singulière habileté ?

Les masses aiment les situations nettes et les formules simples. Comment croit-on les entraîner avec cette procédure équivoque ? Comment espère-t-on fonder par elle ce « gouvernement supérieur à tous les partis » que réclame le Manifeste, sans paraître en comprendre la condition première ?

Le « gouvernement supérieur aux partis » sera celui qui la volonté nationale aura imposé, que seule elle a l'autorité nécessaire pour imposer à tous.

Sur ce terrain, mais sur ce terrain seulement, on pourra arriver à former une majorité de solution.

Tant que tous les bons citoyens ne s'y seront pas donné loyalement rendez-vous, on pènera dans une impasse, on se butera contre une porte fermée.

Nous rappelons à nos amis qui auraient des communications à adresser au Comité central Impérialiste que le siège de ce Comité est 29, rue d'Anjou.

Les bureaux sont ouverts de deux heures à cinq heures.

Fumeurs, apprêtez vos gros sous !

Le bruit court et paraît se confirmer, sous prétexte de lancer des cigares à 25 centimes la paire — de nouveaux inséparables — la Régie va tout simplement élever à 12 centimes et demi le prix des modestes 10 centimes.

Mais rassurez-vous, ce nouvel impôt, compris sans doute dans la catégorie annulée par M. J. Ferry, ne sera perçu qu'après les élections.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Aube (4 députés). — La liste conservatrice libérale, qui a été arrêtée par les trois comités conservateurs de l'Aube réunis, se compose de :

MM. le colonel de Bange, Argence, ancien maire de Troyes, ancien député.

Léon Piot, maire de Lignol, ancien député.

De Fontenay, propriétaire agriculteur.

Nord. — Un grand nombre de nos amis de l'arrondissement de Cambrai viennent de formuler une énergique protestation, contre l'oubli qui est fait de leurs droits dans la préparation de la liste de conciliation.

Il regrette que le comité de leur arrondissement n'ait pas maintenu avec une suffisante énergie le principe si équitable de la représentation proportionnelle.

« Nous reprochons, disent-ils, au comité privé de Cambrai, sa précipitation irréfléchie, son oubli de la défense de nos droits, son attitude effacée, son abdication au profit de Lille qui s'empare de nos candidatures par le désaccord et la division parmi nous. »

« Nous lui reprochons le caractère étroit, fermé, exclusif, de l'unique réunion privée convoquée par Lille, en vue de faire acclamer deux candidatures désignées d'avance, et pour lesquelles on redoutait sans doute l'épreuve d'une réunion plus large, plus ouverte, plus indépendante, répondant réellement aux aspirations de tous, et seule capable de donner à ses décisions une autorité indiscutable devant le suffrage universel. »

« Le comité électoral privé de Cambrai, en agissant ainsi, nous impose l'obligation de suppléer à son insuffisance de prendre en mains la direction de nos intérêts oubliés et de nos droits méconnus. »

Suivent 150 signatures de maires, adjoints, conseillers municipaux, cultivateurs, négociants, tisseurs, etc., etc.

Le nombre de ces signatures s'est rapidement augmenté dans des proportions très considérables.

De cette situation est sorti un « comité indépendant de l'arrondissement de Cambrai ».

On ne saurait trop applaudir à cette protestation.

Dans la plupart des départements, les royalistes se sont montrés envahissants jusqu'à vouloir éliminer les partisans sincères de la souveraineté nationale, en

exploitant toutefois à leur propre profit le crédit de nos amis sur les électeurs.

C'est ce que les impérialistes auraient dû et devraient encore empêcher partout, en n'acceptant l'alliance avec les royalistes qu'après avoir imposé des conditions absolues.

L'Univers est incontestablement possédé de l'esprit malin : — quand nous disons « esprit », c'est par pure courtoisie, et nous serions plus près de la vérité en disant tout simplement que l'Univers est possédé du « malin ».

Mais nous tenons d'autant plus à être courtois avec notre confrère, qu'il l'est moins avec nous.

On connaît son défaut. Dès qu'il s'échauffe un peu, son naturel primitif reparait tout de suite. Pour aujourd'hui, il se borne encore à remplacer la charité chrétienne, dont il est mal approvisionné à notre endroit, par un plat de trivialités vives et animées. Mais, pour peu que qu'il ne tardera pas à ouvrir son vieux dictionnaire de la Langue verte, — si, toutefois, il ne le sait par cœur.

Pour nous, on comprendra notre perplexité. Devons-nous continuer à tenter, et à provoquer notre irritabilité confrère, pour lui faire perdre contenance et le pousser au péché de colère ? Il est certain que nous éprouvons quelque scrupule à être cause d'un pareil scandale ; mais, d'autre part, c'est si amusant de voir le grave Univers donner lourdement du nez dans tous les petits pièges qu'on peut imaginer de lui tendre !

Enfin, il faut être raisonnable, et ne pas pousser le jeu plus loin qu'il ne convient.

D'autant mieux que nous avons, en définitive, à enregistrer un beau mouvement de la part de l'Univers.

Après avoir repoussé, avec une indignation digne d'un meilleur motif, la souveraineté nationale, il a l'air d'avoir changé d'avis. En effet, le manifeste organisé de M. Lambert-Sainte-Croix, tout en déniant cette doctrine, en reconnaît cependant le principe ; parlant du manifeste en question, l'Univers n'a pas laissé que de lui consacrer quelques lignes d'approbation. Nous nous plaignions à en conclure que l'Univers a cessé d'être l'adversaire irréconciliable de la souveraineté du pays. C'est déjà un commencement de conversion, et cela vaut bien que nous passions à notre confrère, mais colérique confrère, quelques expressions d'un choix douteux.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 12 SEPTEMBRE

La température monte sur l'Ouest de l'Europe ; elle baisse dans le Nord et le Sud. En France, les pluies vont reprendre prochainement dans l'Ouest et le Nord ; ailleurs, le ciel va rester nuageux.

Hier, à Paris, le temps a été à l'averse.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent modéré d'entre S.-O. ; mer agitée.

Océan. — Vent modéré d'entre S.-O. ; mer agitée.

MÉDITERRANÉE. — Vent N.-O. fort ; mer houleuse.

Aujourd'hui, 12 septembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quélin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... + 12 3/4

A onze heures du matin..... + 16 3/4

A deux heures du soir..... + 19 3/4

Température la plus basse de la nuit + 10 3/4

Le baromètre est à 763 millimètres 5.

Le Journal officiel, publié ce matin, un décret ouvrant au ministre de l'intérieur un crédit de cinq cent mille francs, qui seront distribués en secours aux populations éprouvées par l'épidémie du choléra.

Ce décret sera soumis à la sanction des Chambres dans la première quinzaine de leur prochaine réunion.

M. W. de Villa-Urrutia, premier secrétaire à l'ambassade d'Espagne, revenu de son congé, est rentré hier dans ses fonctions.

M. Luis-Polo de Barnabé, deuxième secrétaire, a été promu à la charge de rédacteur auprès du ministère des affaires étrangères à Madrid. Il est remplacé par M. Candido Galicia.

M. de Barnabé est un diplomate du plus grand avenir, il va faire, au ministère des affaires étrangères, le siège voulu par les règlements avant d'être nommé premier secrétaire.

La réception qui a eu lieu à Madrid, au palais royal, à l'occasion de l'anniversaire de naissance de la jeune princesse des Asturies, a été très brillante. Les ministres, les fonctionnaires civils et militaires, les grands d'Espagne et le corps diplomatique y assistaient.

Le comte de Solms, ministre plénipotentiaire d'Allemagne, était présent, ainsi que les secrétaires de la légation. L'accueil le plus cordial lui a été fait par le roi, la reine et les enfants. L'absence de MM. Sagasta, Martos, Berceira et du général Lopez Dominguez, a été fort remarquée. Les gardes civils et la police maintenaient l'ordre aux abords du palais.

La foule était nombreuse, mais il n'y a eu aucune manifestation.

L'Institut vient de faire une perte cruelle en la personne de M. Bouquet, membre de l'Académie des sciences, depuis avril 1875, en remplacement de M. Bertrand, nommé secrétaire perpétuel.

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr. ; 6 mois, 27 fr. ; 3 mois, 13 fr. 50.

— Le numéro, 15 centimes.

DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr. ; 6 mois, 32 fr. ; 3 mois, 16 fr.

— Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES. 1 fr. 50 la ligne.

Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co

Place de la Bourse, 8

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

Né à Morleau, le 7 décembre 1819, M. Bouquet fut admis à l'Ecole polytechnique, puis il entra à l'Ecole normale.

Nommé en 1841 professeur de mathématiques à l'Ecole normale, en 1845 il passa à la Faculté des sciences de Lyon où il demeura jusqu'en 1852.

ils acquiesçaient leur dette et achetaient des effets neufs.

La moralité et les antécédents déplorable de ces deux personnes, ainsi qu'une fausse allégation de B., qui prétendait avoir reçu de l'argent d'un de ses amis, ont motivé leur arrestation. Mais on a trouvé qu'il n'y avait là aucun élément d'accusation pouvant entraîner une condamnation en cour d'assises.

Disparition d'un enfant. — Mme Domert, demeurant 15, rue de l'Ecole-Polytechnique, a déclaré au poste, hier soir à six heures et demie, que son fils Arthur, âgé de douze ans, était parti lundi de chez elle, et qu'il n'avait plus reparu.

Cet enfant est vêtu d'un gilet en lustrine noire, d'une culotte bleue, d'un tablier vert et est chaussé de souliers napolitains. Il parle très difficilement et a une cicatrice au côté droit de la figure.

Vol de valeurs à Pierrefonds. — Par commission rogatoire, M. Clément, commissaire de police aux délégations judiciaires, est chargé de rechercher une dame Armande Lefèvre, femme Dédal, âgée de quarante-un ans, passagère à Pierrefonds, que l'on croit s'être réfugiée à Paris.

Armande Lefèvre, femme Dédal, est inculpée d'un vol assez considérable commis au préjudice de M. Demarqué, brigadier forestier à Pierrefonds, et consistant notamment en neuf titres de rente 5 00, convertis en 4 1/2 00, une obligation de 500 francs, n° 3, de la commune de Marivaux, un billet à ordre de 200 francs de M. Maquin, à Saint-Jean-aux-Bois, 6 actions de 1,000 fr. de la Société en commandite Menseuville et Co, un billet de 2,000 francs souscrit par M. Menseuville, un livret de caisse d'épargne de 500 francs de la ville de Compiègne, un reçu de dépôt de la recette particulière des finances de la même ville, de 11,000 francs.

Suicide aux Tuileries. — Un coup de feu s'étant fait entendre hier, vers midi et demi, dans le jardin des Tuileries, dans les anciens parterres réservés, les passants se précipitèrent dans cette partie du jardin et trouvèrent un individu étendu sur un banc, tenant dans sa main un revolver avec lequel il s'était fait une large blessure au crâne, et d'où le sang s'échappait en abondance.

Le soins qui lui furent prodigués restèrent inutiles et, sans avoir pu prononcer une parole, il rendait bientôt le dernier soupir.

Dans ses poches, on a trouvé des cartes au nom de M. L. Choulet, commissaire en marchandises, rue du Bouloi, n° 10 où son corps a été transporté.

Esmontage d'un billet. — Le propriétaire d'un magasin de bijouterie, situé au n° 10 du boulevard des Capucines, M. Henry Simon, voyait entrer chez lui, hier, vers trois heures de l'après-midi, deux individus qui demandèrent à acheter une épingle de cravate. Le marchand leur montra plusieurs et leur choisit sa perle. Une épingle de 8 francs. En payant, l'un des visiteurs donna un billet de 500 francs.

Le marchand examina soigneusement le billet pour en vérifier l'authenticité, l'enferma dans sa caisse et rendit la monnaie en pièces d'or.

Les deux inconnus l'empoignèrent et sortirent.

Après leur départ, M. Simon, ayant ouvert sa caisse pour examiner à nouveau le billet, s'aperçut qu'il avait disparu. L'un des acheteurs l'avait habilement escamoté.

M. Simon essaya, sans y parvenir, de rejoindre les voleurs sur le boulevard.

Ce sont deux jeunes gens de vingt-cinq à trente ans.

Les vendeurs d'oranges du Cirque d'été. — Il y a eu environ trois semaines, un vol au moyen de fausses clés était commis chez M. Polrot, rue du Vert-Bois, n° 50. On lui avait enlevé toute sa garniture, d'une valeur de plus de mille francs.

Avant de porter plainte, il avait voulu lui-même rechercher les auteurs de ce vol, et, le 5 septembre, il trouvait chez un brocanteur du carreau du Temple un parades qui lui avait appartenu.

Il conduisit aussitôt le brocanteur au bureau de M. Trobert, commissaire de police du quartier du Temple, et lui fit sa déclaration.

L'enquête ouverte par ce magistrat permit d'établir que ce parades, depuis le vol, avait déjà passé chez neuf marchands, et qu'il le possédait l'avait acheté d'un nommé Prévost, cordonnier, demeurant 41, rue de Malte.

Celui-ci, interrogé, a répondu que ce parades et d'autres effets qu'il avait encore chez lui, et que M. Polrot, a reconnus lui appartenir, lui avaient été remis par un des clients, qui lui avait déclaré vouloir s'en débarrasser à n'importe quel prix, ajoutant qu'il ne connaissait ni le nom ni l'adresse de ce client, mais qu'il passait souvent dans le quartier et qu'il savait facile de le retrouver.

Le lendemain, sur ces indications, les agents arrêtaient un nommé Robert Granier, âgé de vingt et un ans, marchand d'oranges dans les théâtres.

Cet individu a déclaré d'abord avoir trouvé ces effets sur la voie publique, rue de Beaure; mais, pressé de questions, il a fini par avouer que les auteurs du vol étaient les nommés Mantu et Jodin, Hippolyte, vendant avec lui des oranges au Cirque d'été, mais qu'il ignorait leur adresse, et que ces individus s'étaient battus en sa présence avec un nommé R., qui, après avoir recélé les effets, les avait déposés dans la rue pour qu'ils ne fussent pas trouvés chez lui.

M. Trobert a découvert Mantu et Jodin, les a arrêtés et a trouvé chez eux une partie des objets volés.

Granier, Jodin et Mantu ont été envoyés au Dépôt.

Feuilleton de la Patrie
DU 13 SEPTEMBRE (2)

LA DOT DE MARCELLE

NOUVELLE

I
(Suite)

Pâques approchaient.

Le fils de Mme Ledoyen entends vacances et vint les passer, suivant son habitude, auprès de sa mère.

Elle ne lui avait fait aucune confidence sur ses projets et ses actes en cette affaire.

Il ignorait qu'elle eût été à Saint-Germain et surtout qu'elle en eût ramené l'orpheline.

Il lui était arrivé souvent de déplorer la solitude dans laquelle elle vivait et pensait qu'aucun changement n'était survenu dans sa vie.

Etait-il instruit ou non du drame qui

Suppression des bateaux-lavoirs. — Les blanchisseuses sont en émoi. Il est question, dit-on, de supprimer sur la Seine les bateaux-lavoirs, ces établissements gênant la navigation de plus en plus active sur le fleuve.

En attendant, une commission composée d'ingénieurs de mérite s'occupe en ce moment de donner à la Seine un tirant d'eau plus fort entre le Pont-Royal et le Pont-de-Jour. Ce n'est pas encore la réalisation du grand rêve de Paris port-de-mer, mais c'est une amélioration qui permettra à des navires d'une dimension respectable de traverser la ville d'un bout à l'autre.

Ces travaux d'approfondissement nécessitent des dragages considérables. On creusera jusqu'au sol ferme.

Faites nouvelles. — La Société de tir du dix-huitième arrondissement, autorisée par un arrêté du 12 juin 1885, vient d'approuver le choix d'un nouveau local de tir, situé rue de Maistre, 9, à Montmartre.

Les travaux d'installation, poussés avec la plus grande activité, vont permettre de reprendre, sous peu de jours, les exercices de tir.

Le conseil d'administration pour l'exercice 1885-86 est composé comme suit :

M. Charles Mooney, président, fondateur de la Société, président ; Henri David et Camille Chaix, négociants, vice-présidents ; Jules Tisserand, secrétaire ; Frédéric Lefèvre, trésorier ; Paul Mallin, commissaire instructeur chef, et Alfred Lafargue, commissaire instructeur.

Le Crime de Villemomble

Hier, l'instruction a repris son cours, à Paris.

Toutes les manœuvres d'Euphrasie Mercier pour s'approprier la fortune de Mlle Menetret ont aujourd'hui dévoilées. Il reste maintenant à faire la lumière sur le crime lui-même.

Châteaufort a bien dit que Mlle Menetret a été empoisonnée, mais, ce qu'il importe de savoir, c'est quel est le drame qui s'est déroulé à Villemomble dans la nuit du 24 au 25 avril 1883.

Mlle Menetret n'était nullement de nature malade. Une année auparavant, sa disparition, elle a été soufflée de quelques douleurs intestinales, et, pour calmer ces douleurs, le docteur Pigeoy, son médecin à Paris, lui avait ordonné de prendre des lavements d'eau de graine de lin, avec quelques gouttes de laudanum.

A la fin de mars 1883, Mlle Menetret dut avoir de nouveau recours à cette médication, dont elle faisait encore usage par intervalles, au moment où Euphrasie Mercier est entrée à son service.

En brusque, nature énergique, avait depuis longtemps remarqué que Mlle Menetret avait un caractère très impressionnable. Elle frappait l'esprit de sa maîtresse de terreurs imaginaires.

Mlle Menetret, dans les trances où elle se trouvait, en était arrivée à ne plus oser se coucher.

En même temps, Euphrasie semblait l'entourer de soins, la comblait de prévenances. A chaque instant, d'étails des tasses de tisane, des lavements préparés par elle-même, que Mlle Menetret devait prendre.

Le but bien évident d'Euphrasie était de s'emparer de l'esprit de sa maîtresse, de la faire tester en sa faveur, puis de l'empoisonner lentement, en mêlant de fortes quantités de laudanum aux lavements qu'elle lui faisait prendre.

De nombreuses bouteilles de laudanum ont été retrouvées en possession d'Euphrasie Mercier.

Mais un brusque revirement s'est produit dans l'esprit de Mlle Menetret.

En l'entretenant dans des craintes continuelles, Euphrasie a dépassé le but. Sa maîtresse s'est mise à craindre qu'on ne vienne la dépouiller des valeurs qu'elle possédait, et en même temps elle a pris défiance contre sa dame de compagnie.

C'est alors que Mlle Menetret est allée trouver M. Grassier pour lui demander de recevoir en dépôt ses valeurs.

M. Grassier, tenant à ce qu'apparaissant elle fit un inventaire de ces valeurs, envoya sa domestique, Mme Adeline, dans ce but, et lui donna toutes deux les valeurs à inventaire. Euphrasie pensa à ce moment que sa maîtresse pour lui donner une tasse de tisane ou pour lui faire prendre un lavement.

En sortant de la propriété, Mme Adeline se frotta le pied, ainsi que nous l'avons mentionné, et quand, le lendemain, M. Grassier alla trouver Mlle Menetret, pour lui dire que sa bonne était venue lui rendre son inventaire, ce fut Euphrasie qui le reçut à la grille de la propriété, en lui disant que sa maîtresse n'était pas à Villemomble.

Depuis, nul n'a revu Mlle Menetret, dont Euphrasie Mercier a hâte très certainement la mort, parce qu'elle avait vu la preuve que sa maîtresse était pleine de défiance contre elle, et parce qu'elle craignait de voir lui échapper une fortune si ardemment convoitée.

LA CRISE LYONNAISE

Nous avons annoncé que le ministre de l'Intérieur avait donné les ordres les plus précis pour que les troubles causés à Lyon par les anarchistes soient sévèrement réprimés. Ce qui s'est passé hier au tribunal de police correctionnelle prouve que ces rigueurs ne sont pas excessives.

lui avait suggéré sa généreuse intervention en faveur de Marcelle ? Il n'y aurait eu là, en tout cas, rien de bien extraordinaire, car non seulement Saint-Germain s'était ému du fait, mais la presse parisienne même s'y était intéressée et avait raconté tout au long cette histoire. Sans doute, il se pouvait qu'il n'y eût point fait attention, et qu'il n'ignorait qu'il s'agissait de parents à lui.

Mme Ledoyen, par une indifférence que justifiait le temps écoulé depuis la cessation de ses rapports avec la mère des orphelins, n'en parlait pas plus que si elle n'eût pas existé.

Elle connaissait assez son fils pour savoir qu'il ne la désapprouverait pas de s'être chargée de Marcelle. Au contraire, maintes fois, il avait insisté pour qu'elle le suivit dans ses diverses résidences. Elle s'y était constamment refusée, alléguant son horreur pour le séjour des grandes villes et quelque bon motif qu'il lui valait, elle ne l'écouta pas.

Le fils de Mme Ledoyen avait vingt-neuf ans.

Il était brun et d'une taille moyenne, qui ne manquait pas d'une certaine élégance. Ses traits étaient plutôt agréables par leur expression que par leur régularité. Il ne jouissait pas d'une bonne santé, et avait hérité de la maladie du cœur, dont il souffrait des son plus jeune âge, et qui donnait, en ce temps-là déjà, beaucoup d'inquiétudes à sa mère.

Frédéric, en revanche, avait une grande intelligence et une étonnante facilité d'élocution qui lui assuraient, dans sa carrière, de faciles avancées. Au reste,

Plusieurs personnes arrêtées à la suite de la manifestation de mardi soir ont comparu devant le tribunal correctionnel, présidé par M. Vial.

Valfort, dix-huit ans, arrêté pour avoir levé la main sur un agent, est acquitté, le fait n'étant pas suffisamment prouvé.

Charles-Robert, vingt-un ans, jardinier, a voulu s'opposer à l'arrestation d'un manifestant sur la place des Terreaux. Malgré ses dénégations, il est condamné à quatre-vingt heures de prison.

La femme T., à l'instigation de son mari, a été condamnée à six mois de prison, à la garde de la paix. Le tribunal, les gardant à ses bons antécédents et à ce qu'elle n'a été mêlée qu'indirectement à la manifestation, la condamne à 16 francs d'amende.

Jean-Marie Roudy, anarchiste bien connu, a été libéré des agents de canailles, au moment où ils faisaient évacuer la salle du conseil municipal. Il est condamné à quarante huit heures d'emprisonnement.

A cette même audience a été appelée l'affaire de l'anarchiste Chanut, poursuivi pour outrages envers un magistrat, le maire de Lyon et la police, dans un discours prononcé à la réunion tenue à la Perle, mercredi matin.

Chanut, d'un ton déclamatoire, plaide l'innocence et dit que le tribunal, en ne lui laissant qu'un délit politique, en appréciant la conduite du Conseil municipal et du maire de Lyon.

M. le procureur de la République dit que Chanut n'est pas poursuivi au sujet de ses discours, mais uniquement pour les outrages contenus dans ses discours. Il demande au tribunal de se déclarer compétent.

En plaidant Chanut, le procureur ayant dit « cet individu », le prévenu se leva furieux et dit qu'on insulte en sa personne « le suffrage universel ».

Le tribunal s'est déclaré incompétent. Il n'est pas inutile de faire connaître les paroles du citoyen Chanut.

« Je veux que nous soyons hommes, s'écria-t-il, et que nous ne nous sauvions pas comme des moineaux ; et, lorsque nous descendons là-bas (au conseil municipal), il faut leur faire voir que nous sommes les descendants des héros de 92 et 93 qui faisaient pâlir l'Europe et tremblaient les rois ! Mais, devant les laquais de Gaillon, vous vous sauvez avec terreur, épouvantés ! »

« Ah ! si l'on m'avait haï ! Je sentais mon sang bouillir dans mes veines. L'on ne m'aurait pas arrêté comme cela, et j'aurais répondu aux complices de cet infâme crime par la mort ! »

« Non, jamais Attilla, Néron et tous ces monstres de cruauté n'ont été plus féroces que Gaillon et sa bande. »

« Et je le déclare sciemment, à ces maudits : il faut une révolution générale... »

Un autre forcené, le citoyen Duteil, a déclaré qu'il fallait brûler les titres de propriété chez les notaires et exciter les soldats à tirer sur leurs chefs.

DEPARTEMENTS

Seine-Inférieure. — Un événement bien malheureux vient d'attrister la fin du congrès international de la Havre. L'un des deux mille instituteurs assemblés à cette ville, M. Grimbol, instituteur du département de l'Aisne, était logé chez un de ses parents.

Hier matin, quand ses hôtes sont venus le réveiller, ils n'ont pu que constater son décès.

Sa mort est due à la rupture d'un anévrysme.

M. Grimbol, un des meilleurs instituteurs de l'Aisne, était âgé de soixante ans ; il laisse une veuve et un enfant au berceau.

Nord. — Une triste histoire : En 1880, un jeune homme de Rennes (Ille-et-Vilaine), du nom de Bousson, employé de commerce, contractait un engagement volontaire pour l'armée d'Afrique. On l'incorpora au 3^e bataillon d'infanterie légère qui tint garnison à Biskra.

La vie militaire était cependant devenue insupportable à Bousson, qui avait son dégoût, s'était épris d'une jeune fille. Dans la soirée du 6 juillet 1884, il quitta furtivement son corps, en remettant ses effets militaires à un Arabe qu'il chargea de les porter à la caserne.

Bousson s'embarqua à Bône, traversa la France sans être inquiété et gagna la Belgique, où il vint se réfugier chez un oncle, un cultivateur de la femme qui avait causé sa désertion. Mais, dans l'intervalle, son surnom avait été envoyé à toutes les brigades de gendarmerie, et mercredi, Bousson, ayant commis l'imprudence de venir à Roubaix, fut arrêté par la gendarmerie française, cent cinquante milles de la frontière belge qu'il regagnait à pied.

Il n'avait pas, du reste, hésité un seul instant à décliner son nom et ses antécédents au gendarme qui lui demandait ses papiers. Bousson a vingt-trois ans.

Pas-de-Calais. — La fédération des officiers de sapeurs-pompiers de France tiendra cette année un congrès à Boulogne-sur-Mer, les dimanches 11 et 12 octobre.

Une Exposition nationale de matériel d'incendie, d'engins, d'armes, d'outils, d'équipement des corps de sapeurs-pompiers, s'y trouve annexée et durera du 3 au 12 octobre. Les adhésions seront reçues jusqu'au 25 septembre.

Il n'était pas en arrière et occupait le poste de substitut au tribunal de Rouen.

Mme Ledoyen se préparait, bien des jours à l'avance, au bonheur de le voir, quand quelque fêle le lui ramenait pour plusieurs jours.

Elle l'aimait avec cette vraie tendresse de mère à laquelle aucun autre sentiment n'est comparable.

Le samedi saint, comme quatre heures sonnaient au clocher de cette merveilleuse église du bourg d'Hun, classée parmi les joyaux de l'architecture gothique, un homme sauta de la diligence sur la route et, sa valise dans la main, vint s'arrêter en face de la grille du château.

Il devait être impatientement attendu, car, avant qu'il eût agité la cloche, le jardinier se précipita pour lui ouvrir la porte.

Bonjour, Joseph, dit-il au paysan, comment se porte-t-on au village ?

Le bonhomme, ainsi interpellé, eut un sourire qui accentua les mille rides de sa peau, aussi haïssée que parcheminée.

— Tout le monde va bien, monsieur, répondit-il, les bêtes, les choses et les gens.

AVIS ET COMMUNICATIONS

CHOLERA. — Le désinfectant MOSAR est un remède très efficace. (Voir annonce d'une page)

La Chambre syndicale des chaudronniers-conducteurs mécaniciens de la Seine a l'honneur d'informer MM. les patrons qui possèdent des machines à vapeur qu'ils trouveront tous les jours, de huit à neuf heures du soir, au siège social, 7, rue des Filles-du-Calaire, des ouvriers aptes à conduire des machines de tous systèmes.

GAZETTE THÉÂTRALE

Ce soir, à l'Opéra, *Guillaume Tell* avec M. Duc dans le rôle d'Arnold.

La réouverture du théâtre de la Renaissance aura lieu ce soir samedi avec le *Procès Vauradieu*, est définitivement ajournée à après-demain lundi.

C'est décidément au théâtre des Nouveautés, que MM. Wolff, Blum et Toché feront la revue de fin d'année. Cette revue portera pour titre : *Les Scandales des Nouveautés*.

Les trois spirituels auteurs ont en, selon nous, pleinement raison de traiter avec M. Brasseur. Il y a d'assez longues années qu'ils triomphent aux Variétés. Il est hors de doute qu'ils obtiendront des résultats aussi brillants au boulevard des Italiens qu'au boulevard Montmartre.

M. Brasseur met d'ailleurs à leur disposition une excellente troupe et un matériel de décors et de costumes neufs.

Mlle Joséphine de Roszké, dit notre aimable confrère Prével, du *Figaro*, épouse M. Léopold de Kronenberg.

Les frères Kronenberg sont les Rothschild de la Pologne russe, très français de cœur et de Parisiens par excellence. L'ainé, Stanislas, s'est distingué pendant le siège de Paris et a été décoré. Le second, Ladislas, est marié à Mlle Chevreau, nièce du ministre, et habite constamment Paris. Le cadet, Léopold, le fiancé de la diva, est un jeune homme charmant, très mélomane et affecté d'un million de rentes. Il habite un hôtel avenue de Wagram.

M. de Wagram, grand comissaire, la comtesse Charles Zauoyka et la comtesse Orsetti, sont aussi des Parisiennes et habitent deux charmants hôtels près du parc Monceau.

Mme Thullier-Leloir n'était engagée que pour un mois à la Gaité. M. Debruyère vient de prolonger l'engagement de la charmante artiste jusqu'à la fin des représentations du *Grand Mogol*, c'est-à-dire pour longtemps, car l'opéra-comique d'Audran obtient un regain de succès.

Je reçois la lettre suivante :

« Cher Monsieur,

« Le *Figaro*, en annonçant, il y a quelques jours, que j'allais reprendre *Notre-Dame de Paris* au théâtre des Nations, m'avait prêté le projet de changer en musée le foyer du théâtre, ainsi que le fit l'Opéra. — En 1870, M. Bertrand ne fit que le buste de Victor Hugo et quelques objets d'art sans aucune signification précise.

« Mon projet est d'entourer le buste de notre grand poète de tous les objets que je pourrais trouver se rattachant de près ou de loin à sa personne ou à son génie — comme, par exemple, tous ses portraits, depuis celui de l'*Enfant prodige*, jusqu'à celui de l'*Octogénaire*, et de celui fait après sa mort : toutes les éditions de ses œuvres ainsi que les traductions qui en ont été faites ; tous les dessins et les photographies de lui que je pourrais réunir ; les tableaux, gravures, eaux-fortes, lithographies, photographies et vignettes représentant des actes de sa vie, des personnages de ses œuvres, ainsi que les maisons qu'il a habitées tant en France qu'à l'étranger durant son exil ; de même toutes les objets qui représentent ses fanatelles et son tombeau au Panthéon.

« Il me semble que la réunion dans un même lieu de cette nombreuse collection d'objets se rattachant à une illustre mémoire ne pourra que contribuer à mieux faire comprendre le génie de Hugo, et à tourner à sa glorification ainsi qu'à celle de la France dont il est l'un des plus illustres enfants, et j'aime à penser que puisque nous n'avons point, malheureusement, un Panthéon-Musée-National, où l'on puisse aller saluer les gloires de la France et s'inspirer de leur grand souvenir pour nous porter à les imiter, l'administration des Beaux-Arts profiterait de l'occasion pour nous honorer de la collection de Molière en 1873, il se en trouver un portrait et un autographe authentiques, ce qu'il m'a été impossible de trouver pour le Jubilé de Molière.

« Pour la composition de ce musée, je fais appel à tout le monde et je prie tous ceux qui pourraient y concourir de vouloir bien me faire part de l'altération des objets qu'ils pourraient me confier. Une commission sera nommée pour recevoir ces objets, contre lesquels elle délivrera un reçu avec le cachet du théâtre.

« Le Musée, une fois constitué, sera assuré contre l'incendie, et il sera gardé le jour et la nuit par des hommes de confiance.

« A partir de ce jour, on peut écrire à l'ad-

— Suis-je en retard ? fit-il en adressant un salut affectueux à sa mère.

Elle entra la tête dans la pièce et jeta un regard sur la pendule.

— Non, dit-elle, mais tu sais avec quelle impatience je t'attends toujours.

Deux minutes après, la mère et le fils étaient dans les bras l'un de l'autre.

— Comment vas-tu ? questionna la mère.

— Si bien que je finirai par oublier que j'ai un ennemi mortel.

Il mit la main sur son cœur.

— Oh ! mortel, protesta-t-elle, quelle exagération !

— Eh bien, reprit Frédéric, qu'y a-t-il de nouveau dans Landernau ?

Mme Ledoyen prit un petit air malicieusement.

— Plus de nouveau, monsieur, que dans votre grande ville de Rouen.

Il regarda fixement sa mère.

— Vrai dit-il, vous m'intriguez.

— D'abord, demanda la bonne dame, en quittant tout à coup le ton de la plaisanterie, parle-moi de toi : ta santé, tes affaires ?

— Il n'est pas question de Bourg'hun, mais de nous.

— De nous ! s'écria Frédéric n'en croyant pas ses oreilles,

ministration du théâtre, 15, avenue Victoria, pour demander des places pour des éditions, des tableaux, etc.

« La réception des objets commencera le 10 octobre et sera close trois jours avant la première représentation de *Notre-Dame de Paris* qui aura lieu très probablement du 20 au 25 octobre courant.

« Veuillez agréer, etc... »

« H. BALLANDE,
« Directeur des Nations. »

On reparle encore de la question directoriale à l'Eden-Théâtre.

L'assemblée générale des actionnaires, qui aura lieu le 22 septembre, nous apprendra si M. Clèves reste directeur ou le nom de son successeur.

En attendant le 1^{er} janvier 1886, époque à laquelle il prendra la direction du Théâtre Cluny, M. Léon Marx et Louis Derembourg viennent d'installer leurs bureaux, 5, rue de Cluny, où ils recevront tous les jours, de trois à cinq heures.

A l'Eden-Concert aura lieu, mardi, 15 courant, la première de *Kalavibus et sa cour*, fantaisie à grand spectacle, de MM. Hermil et Numbis, jouée par toute la troupe. Musique nouvelle de M. Tac-Coen, costumes de M. Landolfi, décors de M. Cornil.

G. DORANT.

Journalistes Fischer, les plus élégantes et les meilleures, pour théâtres, courses et voyages. — Maison spéciale pour la vue. — 7, rue de la Paix.

LA BOURBOULE
MALADIES du FOIE, du CŒUR, etc.

FAIRE USAGE DE L'EAU DE
COUDRON GUYOT
Si efficace contre les affections de la Gorge, de la Poitrine, de la Vessie (Une cuillerée à café par verre d'eau).

Le **COUDRON GUYOT** purifie le sang et fortifie l'estomac. C'est la meilleure boisson en temps de chaleur et d'épidémie.

Refuser tout faux ne portant pas l'épigramme de la signature ci-contre et mon adresse :

rue Jacob, 19, PARIS. le Flacon POUR 12 LITRES

PIRES ÉCUME 15, 7, 10 etc.
Fume-Op, 60, 100, 150, 200, 250, 300, 400, 500, 600, 700, 800, 900, 1000, 1100, 1200, 1300, 1400, 1500, 1600, 1700, 1800, 1900, 2000, 2100, 2200, 2300, 2400, 2500, 2600, 2700, 2800, 2900, 3000, 3100, 3200, 3300, 3400, 3500, 3600, 3700, 3800, 3900, 4000, 4100, 4200, 4300, 4400, 4500, 4600, 4700, 4800, 4900, 5000, 5100, 5200, 5300, 5400, 5500, 5600, 5700, 5800, 5900, 6000, 6100, 6200, 6300, 6400, 6500, 6600, 6700, 6800, 6900, 7000, 7100, 7200, 7300, 7400, 7500, 7600, 7700, 7800, 7900, 8000, 8100, 8200, 8300, 8400, 8500, 8600, 8700, 8800, 8900, 9000, 9100, 9200, 9300, 9400, 9500, 9600, 9700, 9800, 9900, 10000.

AUSABLER DEUIL COMPLET
tout fait et sur mesure en 10 heures.
2, Boul. Montmartre, ROBES, ROBES & CONFECTIONS.
Note. — Le **SABLER** n'a pas de succursale.

Tous les bons ouvrages qui doivent entrer dans la composition d'une bibliothèque bien choisie sont livrés immédiatement et complets, par la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris, avec les facilités de paiement suivantes :

A Paris, 5 francs par 100 francs, soit un vingtième de la facture par mois.

Dans les départements, les recouvrements se font tous les quatre mois, à raison de 20 francs par 100 francs, soit un cinquième du montant de la facture.

Le Catalogue est envoyé franco à toute personne qui en fait la demande.

RUGGIERI, artificier
DELAPERRIERE et fils
SUCCESSIONS
dont les bureaux étaient 5, place Blanche, à Paris, sont transférés, 83, rue d'Anvers-dam.

FEUX D'ARTIFICE
de 25, 50, 75, 100, 150 et 200 fr., tout emballés, pouvant se tirer partout, dans les châteaux, villas, etc.

Envoi franco des dessins prospectus.

VOITURES
300 prêtes à livrer.
Spécialité de Voitures en tous genres depuis 300 francs.

GRAND CHOIX DE BONNES OCCASIONS
Prix et Conditions exceptionnelles

LABOURDETTE
105, AVENUE DE MALAKOFF, PARIS
près l'avenue du Bois-de-Boulogne
Med. aux Expositions 1864-67-73-78

— Avant tout, répliqua la veuve, il faut que je t'interroge.

Les yeux du jeune homme s'agrandirent de surprise.

— Tu lis les journaux ?

— Son étonnement s'accrut.

— J'en lis un et c'est encore trop.

— Il ne s'agit pas de cela... As-tu entendu raconter l'histoire de la malheureuse famille Melliott ?

— Melliott, Melliott, répéta-t-il avec un geste négatif, est-ce une famille d'assassins ?

— Il ne manquerait plus que cela ! s'exclama Mme Ledoyen avec un mouvement d'horreur.

